

« GRÂCE À MON PARCOURS, J'AI UNE VISION À 360° DU SYSTÈME DE SANTÉ »

Le rendez-vous est fixé au Palais fédéral, aile ouest. Nous avons 30 minutes pour interviewer le **Conseiller fédéral Ignazio Cassis** et le photographe, nous informe le responsable médias du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE).

Durant l'entretien, Ignazio Cassis fait régulièrement référence – parfois avec une pointe de nostalgie – à son passé de médecin omniprésent dans son parcours professionnel. Soigner son prochain ou la collectivité, faut-il vraiment choisir ? À la fin des douze questions, la « garde » du conseiller fédéral le presse de reprendre ses obligations. Après quelques échanges en italien devant la salle des ministres, nous quittons un politicien calme et affable. Prendre le temps pour discuter...serait-ce un héritage de son passé médical ?

Est-ce la médecine qui vous a conduit vers la politique, ou plus largement le domaine de la santé ?

Après mes études de médecine et quelques années de pratique clinique, je me suis orienté vers la santé publique. Travailler avec des patient-es VIH m'a fait prendre conscience que leur souffrance sociale – licenciement ou exclusion due à leur maladie et aussi parfois à leur orientation sexuelle – pouvait surpasser leur douleur physique. Mon intérêt s'est étendu au-delà de la relation entre médecin et patient-e pour englober la compréhension des dynamiques humaines face à la maladie, ainsi que les stratégies pour protéger la santé publique. À 35 ans, j'ai ainsi été nommé au poste de médecin cantonal pour le Tessin. Cela m'a permis de découvrir la politique et ses capacités à « soigner » le système de santé. J'ai ensuite pris différentes fonctions qui m'ont conduit jusqu'au Conseil fédéral. C'est un parcours très linéaire qui n'aurait probablement pas eu lieu sans cette première expérience aux côtés des patient-es atteint-es du VIH.

Parmi vos nombreux rôles dans le système de santé suisse, lequel vous a le mieux préparé à vos responsabilités actuelles ?

Aucun en particulier, mais l'ensemble de ces expériences m'a bien préparé. Le système de santé est central pour la population, c'est aussi le plus grand employeur en Suisse. Mon parcours – médecin, médecin cantonal, vice-président FMH, président de CURAVIVA SUISSE (ems) et également de curafutura – m'a permis de développer une vision à 360 degrés du système. J'ai pu comprendre à la fois l'impact de la maladie sur l'individu, les dispositifs collectifs de réponse à la souffrance et les défis du financement solidaire. Ces différentes expériences m'ont permis de développer une méthode de travail qui, une fois élu au Conseil national, m'a aidé à aborder divers autres domaines comme les assurances sociales.

Lors des votations de juin sur deux sujets liés à la santé (frein aux coûts et allègement des primes), le Tessin a voté deux fois « oui », allant à l'encontre des recommandations du Conseil fédéral. Comme l'expliquez-vous ?

Au Tessin également, les primes-maladie pèsent sur le budget des assuré-es, surtout de la classe moyenne. Depuis 30 ans, entre assuré-es, payeurs/euses et régulateurs/trices, on se renvoie la balle de la responsabilité de l'augmentation des coûts et – au vu de leur mutualisation – des primes. Entretemps, le système de santé est devenu un grand « supermarché » dont le chiffre d'affaires annuel dépasse les 90 milliards de francs (env. 10'000 francs par habitant-e), et chacun-e y défend ses



avantages. Lorsque la médecine fonctionnait comme une « épicerie de quartier », le libre choix des prestations se justifiait, car l'offre était limitée à quelques centaines de produits. Mais un changement de paradigme a eu lieu : l'assurance maladie est devenue la source de financement de la santé, avec tous nos besoins (ou désirs) face à une industrie virtuellement illimitée. Ce thème nous accompagnera encore un bon bout de temps.

Comment voyez-vous l'évolution du système de santé en Suisse et qu'est-ce qui vous préoccupe le plus pour les années à venir ?

Ce qui m'inquiète le plus, c'est la durabilité du financement. Nous avons à disposition un arsenal thérapeutique considérable. Nous devons toutefois apprendre à l'utiliser uniquement lorsque cela est médicalement indiqué et lorsque les bénéfices pour l'individu, mais aussi pour la collectivité, sont supérieurs aux inconvénients. Il est également urgent de cesser de sur-réglementer le système de santé, ce qui entraîne notamment une augmentation des coûts. Les dernières initiatives populaires sur la

santé reflètent une exaspération face à une situation devenue insoutenable. Voter en faveur de ces initiatives, c'est avant tout espérer un changement.

Pensez-vous que davantage de médecins devraient s'engager en politique ?

Je trouve regrettable que, sur 176 ans, seuls deux médecins aient siégé au Conseil fédéral : Adolf Deucher entre 1883 et 1912 et moi-même depuis 2017. C'est surprenant, compte tenu de l'importance de ce domaine pour la population. Les médecins sont probablement satisfait-es de leur travail, ils et elles gagnent plutôt bien leur vie et estiment que leur impact est plus direct qu'en se lançant en politique. C'est aussi une profession gratifiante. Lorsque je pratiquais la médecine, je pouvais aider immédiatement quelqu'un et obtenir sa reconnaissance en retour.

On ne vous dit pas merci en politique ?

Jamais (rires). Non, en vérité il n'est pas rare de recevoir des remerciements écrits par les citoyen-nes, ce qui fait du bien au cœur.

BIO EXPRESS

1961
Naissance à
Sessa (TI)

1987
Diplôme de
médecine de
l'Université de Zurich

1996
Doctorat à l'Université
de Lausanne et
Master en santé
publique à l'Université
de Genève.
Responsable de la
consultation VIH à
l'Hôpital de Lugano.

1996-2008
Médecin cantonal (TI)

1998
Spécialiste FMH en
médecine interne
et en prévention et
santé publique

2004-2014
Membre du
Conseil communal
de Collina d'Oro

2007-2017
Conseiller national
PLR, membre de la
Commission sécurité
sociale et santé
publique

2008-2012
Vice-président FMH

2012-2017
Président de
CURAVIVA Suisse

2013-2017
Président de
Curafutura

Depuis 2017
Conseiller fédéral
(DFAE)

2022
Président de la
Confédération

